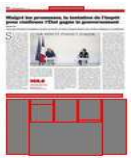
LE FIGARO

PAYS :France
PAGE(S) :2
SURFACE :32 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :L'événement
DIFFUSION :317225
JOURNALISTE :J. R. P.

► 13 juin 2025 - Economie



L'ÉVÉNEMENT

Inflation et croissance en baisse, tensions politiques… Le budget dans l'impasse

« *On commence à se demander si on ne veut pas nous donner les arbitrages ou s'il n'y a pas d'arbitrage du tout.* » Dans les rangs du « socle commun », certains rient jaune. Le premier ministre a promis de révéler dans un mois (avant le 14 juillet) le plan qui permettra à la France de fournir 40 milliards d'euros d'effort budgétaire l'année prochaine. Dans l'entourage de François Bayrou, on confirme qu'effectivement rien n'est arbitré pour l'instant. « *Matignon prendra la main sur le dossier début juillet afin d'alimenter le plan pluriannuel de redressement des finances publiques sur lequel le premier ministre veut communiquer à la mi-juillet.* » Bref, tout sera décidé dans les quinze jours précédant les annonces et l'envoi des lettres plafonds qui déterminent les enveloppes des ministères pour l'année suivante. Dans ce brouillard, certains hauts gradés de Bercy semblent douter du caractère détaillé du « plan » que le premier ministre dévoilera avant la fête nationale. « *Ce sera plutôt une présentation des grandes lignes du budget* », prévient l'un d'entre eux. D'ailleurs, un calendrier qui circule dans les administrations en charge de l'élaboration du budget prévoit les « *derniers arbitrages budgétaires* » pour le mois d'août.

« Le compte n'y est pas »

Dans ce brouillard persistant, la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a entamé mercredi la série des réunions ministérielles – souvent musclées – sur le budget. Ces rencontres permettent à chaque ministre de venir négocier son enveloppe. Cette année, elles seront probablement encore plus tendues que d'habitude. Depuis que Bercy a découvert les demandes budgétaires des membres du gouvernement, il y a quelques jours, la ministre tente de les recadrer. Ses collègues auraient en effet presque tous formulé des demandes d'augmentation de leurs moyens, alors que la consigne de Matignon est, au contraire, de proposer des économies sur leur périmètre. « *Le compte n'y est pas* », a fustigé Amélie de Montchalin dans une interview au *JDD*. Certains ministres ont peut-être compris le message mais d'autres continuent d'annoncer de nouvelles dépenses. Ce jeudi encore, Catherine Vautrin communiquait ainsi sur une « *aide supplémentaire d'environ 600 millions d'euros par an* » pour les modes de garde des enfants.

Le sujet est d'autant plus sensible que, en plus de l'effort de 40 milliards déjà annoncé, tous les voyants économiques clignotent en rouge, compliquant l'équation budgétaire que doit résoudre la ministre en charge des Comptes. La Banque de France vient d'abaisser encore, mercredi, sa prévision de croissance pour cette année d'un maigre 0,7 % à un encore plus chiche 0,6 %. Le gouvernement a déjà dû ajuster sa propre perspective de croissance (de 0,9 % à 0,7 %). Bercy avait assorti cette décision d'une série de mesures de gel et d'annulation de crédits afin d'éviter de sortir de la trajectoire qui doit permettre d'atteindre 5,4 % de déficit en 2025 (après 5,8 % en 2024, soit 168 milliards d'euros). Car une moindre croissance signifie aussi moins de rentrées fiscales. Lesquelles seraient justement déjà à la peine. Selon un proche du rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale Charles de Courson, fin mai, il manquait déjà 1,4 milliard d'euros de recettes de TVA par rapport aux prévisions. L'impôt sur le revenu serait, lui aussi, en dessous des attentes. Ainsi, les dispositifs déjà mis en œuvre pour maîtriser les dépenses cette année ne seront « *pas suffisants* », selon un connaisseur des finances publiques. « *L'objectif de déficit peut encore être atteint à condition de décider de nouvelles mesures d'économies en cours d'année* », poursuit cette source qui chiffre l'effort à fournir en « *milliards* ». Les ministères devront dans ce cas se serrer davantage la ceinture.

« Effet néfaste sur les recettes »

Bercy a d'ailleurs prévu un nouvel outil pour pouvoir ajuster le budget en cours d'exécution : le comité d'alerte des finances publiques (réunion des administrations, d'acteurs de la dépense publique et de certains ministres), qui se tiendra pour la deuxième fois le 26 juin et qui a pour mission de passer au peigne fin toutes les composantes des recettes et des dépenses pour éviter le dérapage. Dans les couloirs du ministère, on semble inquiet du sort de la trajectoire 2025. « *Je ne jurerais pas qu'on sera à 5,4 % cette année, mais nous faisons tout pour* », esquive un haut gradé. « *Il est important d'atteindre cette cible, sans quoi la marche pour 2026 sera encore plus haute* », souligne un autre… D'autant que les prévisions de croissance pour 2026 et 2027 ont aussi été abaissées par la Banque de France.

Si les conseillers de Bercy sont anxieux, c'est peut-être aussi parce que l'inflation ralentit. Elle a été estimée à 0,7 % en mai, selon l'Insee. Sur l'année, la Banque de France a d'ailleurs revu à la baisse sa prévision d'inflation totale, de 1,3 % à 1 %, en dessous de la prédiction du gouvernement. « *Une faible inflation peut permettre à l'État de dépenser moins dans la mesure où beaucoup de prestations sont indexées,* analyse François Ecalle, directeur de Fipeco, *mais l'effet néfaste sur les recettes risque d'être plus important.* » L'inflation est aussi le pivot de la seule véritable piste d'économies significatives qui circule dans le débat budgétaire en ce moment : l'année blanche. L'idée serait justement de désindexer certaines prestations et dépenses qui augmentent d'habitude avec les prix. Lorsque l'inflation baisse, cette désindexation est plus acceptable pour l'opinion, privée de revalorisations finalement plus modestes que prévu. Pour les comptes publics, au contraire, la baisse de l'inflation réduit les économies générées puisque celles-ci sont calculées par rapport à une hausse des prix, plus faible qu'anticipé.

Pour ajouter une ombre à ce tableau déjà presque noir, « *la charge de la dette s'alourdit* », rappelle François Ecalle. Voyant les nuages s'amonceler, certains dans les rangs centristes commencent à envisager l'idée que le gouvernement puisse échouer dans sa mission de redressement des comptes. « *François Bayrou va-t-il le faire ?* », s'interroge laconiquement un parlementaire. ■ **J.R.P.**

Tous droits de reproduction réservés

LE FIGARO

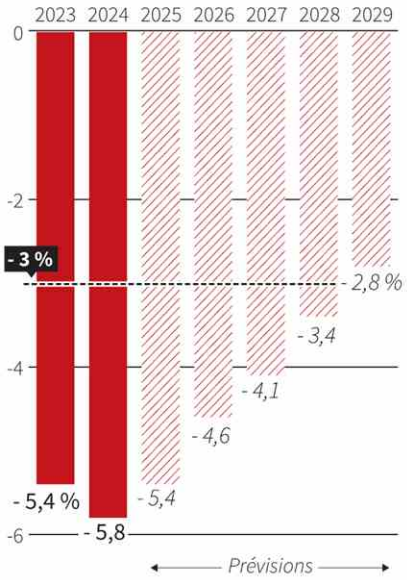
PAYS : France
PAGE(S) :2
SURFACE :32 %
PERIODICITE : Quotidien

RUBRIQUE :L'événement
DIFFUSION :317225
JOURNALISTE :J. R. P.

► **13 juin 2025 - Economie**

La France peine à tenir ses objectifs et est lanterne rouge de la zone euro

Déficit public de la France, en % du PIB



Déficit public en % du PIB

Sources : Gouvernement, Eurostat

Tous droits de reproduction réservés